

SECURITY
COUNCILCONSEIL
DE SECURITES/1216
19 janvier 1949
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

LETTRE EN DATE DU 14 JANVIER 1949 ADRESSEE PAR LE SECRETAIRE GENERAL
AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
TRANSMETTANT LE TEXTE DE LA RESOLUTION ADOPTEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
A SA CENT SOIXANTE-TROISIEME STANCE, LE 19 NOVEMBRE 1948,
SUR L'INTERDICTION DE L'ARME ATOMIQUE ET LA REDUCTION D'UN TIERS
DES ARMEMENTS ET DES FORCES ARMEEES DES MEMBRES PERMANENTS
DU CONSEIL DE SECURITE

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous le texte de la
résolution sur l' "Interdiction de l'arme atomique et la réduction d'un
tiers des armements et des forces armées des membres permanents du
Conseil de sécurité", adoptée par l'Assemblée générale à sa cent soixante-
troisième séance plénière, le 19 novembre 1948 :

"L'ASSEMBLEE GENERALE,

SOUHAITE d'établir des relations de confiante collaboration
entre les Etats dans le cadre de la Charte et de rendre possible
une réduction générale des armements pour que les horreurs de la
guerre soient à l'avenir épargnées à l'humanité et que les peuples
ne soient pas accablés par les charges sans cesse croissantes des
dépenses militaires,

CONSIDERANT qu'aucun accord n'est réalisable sur aucune
proposition de réduction des armements de type classique et des
forces armées tant que chaque Etat ne dispose pas de renseignements
précis et avérés au sujet des armements de type classique et des
forces armées d'autres Etats, tant qu'aucune convention n'est
intervenue au sujet des éléments de puissance militaire auxquels
cette réduction s'appliquerait et tant qu'un organe de contrôle
n'aura pas été établi,

RECEIVED

JAN 20 1949

CONSIDERANT que l'objectif de la réduction des armements de type classique et des forces armées ne peut être atteint que dans une atmosphère de détente réelle et durable dans les relations internationales, ce qui implique notamment la mise en oeuvre du contrôle de l'énergie atomique comportant l'interdiction de l'arme atomique,

CONSTATANT, d'autre part, que cette reprise de confiance serait grandement favorisée si les Etats se trouvaient mis en possession de données précises et contrôlées quant au degré de leurs armements de type classique respectifs et de leurs forces armées respectives,

RECOMMANDE au Conseil de sécurité de poursuivre l'étude de la réglementation et de la réduction des armements de type classique et des forces armées par l'intermédiaire de la Commission des armements de type classique, afin d'obtenir dès que possible des résultats concrets,

EMET LE VOEU que, dans l'exécution de son plan de travail, la Commission des armements de type classique se préoccupe de formuler tout d'abord des propositions pour la réception, la vérification et la publication par un organisme international de contrôle, dans le cadre du Conseil de sécurité, d'informations complètes à fournir par les Etats Membres touchant leurs effectifs et leurs armements de type classique,

INVITE le Conseil de sécurité à lui faire un rapport, au plus tard à sa prochaine session ordinaire, sur la suite donnée à la présente recommandation, afin de lui permettre de poursuivre son action en conformité avec les buts et principes définis par la Charte en matière de réglementation des armements,

INVITE toutes les nations membres de la Commission des armements de type classique à coopérer dans toute la mesure de leur pouvoir en vue d'atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus."

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir signaler cette résolution à l'attention du Conseil de sécurité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Trygve Lie
Secrétaire général.